

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 26 JUIN 2025 Procès-verbal

Membres présents :

Les délégués des **Villes et Communes affiliées et associés** sont repris sur le document "Présences des délégués" ci-joint, certifié authentique par les Scrutateurs.

* * *

Monsieur Jean-Marc DUPONT, Président d'Hygea, ouvre la séance à 16h05, invite l'Assemblée à désigner deux Scrutateurs afin de vérifier les listes de présences, d'en certifier l'authenticité et de constater si l'Assemblée est valablement constituée pour délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Désignation des Scrutateurs

Sont désignés en qualité de :

- Scrutateurs : Madame Dominique Janssens
Monsieur Jean-Pierre Landrain
- Secrétaire : M. Jacques DE MOORTELT, Directeur Général Hygea et Secrétaire du Conseil d'Administration

Monsieur le Président, Jean-Marc DUPONT déclare que la liste des présences est vérifiée, indique que le quorum est atteint et que l'Assemblée Générale est à présent en mesure de délibérer.



1. DEMISSION D'OFFICE DES ADMINISTRATEURS

Les communes ont eu connaissance de ce point via la convocation (et ses annexes) à l'Assemblée Générale leur adressée en date du 20 mai 2025.

Conformément à l'article L1532-2 du CDLD, tous les mandats dans les différents organes de l'Intercommunale prennent fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux; il est procédé, lors de la même assemblée générale, à l'installation des nouveaux organes.

IL EST PROPOSE A L'ASSEMBLEE GENERALE :

- de prendre acte de la démission d'office de tous les administrateurs à dater du 26 juin 2025.

L'Assemblée Générale a pris acte de la démission d'office de tous les administrateurs à dater du 26 juin 2025.

Pour assurer la continuité de l'Assemblée Générale, et en application du CDLD (art. 1532-2, al.2), Monsieur Jean-Marc DUPONT préside la présente séance.


2. RENOUELEMENT DES ADMINISTRATEURS - INSTALLATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à l'article L1532-2 du CDLD, tous les mandats dans les différents organes de l'Intercommunale prennent fin immédiatement après la première assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux et, s'il échet, provinciaux; il est procédé, lors de la même assemblée générale, à l'installation des nouveaux organes.

*L'article 36 des statuts d'Hygea prévoit que le Conseil d'Administration d'Hygea est composé de **20 membres**.*

- **16 administrateurs communaux, dénommés "Administrateurs A"**
- **4 administrateurs B IDEA (désignés sur proposition de l'Associé B IDEA)**

Sur base des différentes décisions d'apparemment communiquées par l'ensemble des communes associées, le Conseil d'Administration d'Hygea, sur base des résultats de la Clé d'Hondt, sera composé comme suit :



2

16 administrateurs communaux

- 8 PS
- 4 MR
- 4 Les Engagés

4 administrateurs B IDEA désignés sur proposition de l'Associé B IDEA

Afin de proposer à l'Assemblée Générale le nom des administrateurs, un courrier a été adressé à l'ensemble des fédérations.

La répartition du Conseil d'Administration proposée est la suivante :

PARTS A - 16 mandats

MONS-BORINAGE

Parti Socialiste (PS)

- COCU Maxim, Conseiller communal – Colfontaine
- HOUDART Catherine, Echevine – Mons
- MARACHE Julien, Conseiller communal – Saint-Ghislain
- MARTIN Nicolas, Bourgmestre – Mons

Mouvement Réformateur (MR)

- VELTRI Mathieu, Conseiller communal – Mons
- VOLANT David, Bourgmestre – Quévy

Les Engagés

- BERIOT Cindy, Echevine – Hensies
- LIEVENS Ingrid, Conseillère communale – Honnelles

CENTRE

Parti Socialiste (PS)

- DI MATTIA Michele, Echevin - La Louvière
- LABAR Philippe, Echevin – Binche
- POZZONI Bruno, Bourgmestre – Manage
- ROISIN Julie, Conseillère communale – Soignies

Mouvement Réformateur (MR)

- CHAPELAIN Hubert, Conseiller communal – Seneffe
- WIARD Emmanuel, Conseiller communal – Merbes-le-Château



Les Engagés

- DELESPINETTE Jonathan, Bourgmestre – Erquelinnes
- PAPIER Xavier, Conseiller communal - La Louvière

Associé B IDEA - 4 mandats

Le nouveau Conseil d'Administration d'IDEA n'a pas pu prendre de décision sur la désignation de ses représentants au sein de l'Hygea.

Observateur

ECOLO

- NITA Guy, Conseiller communal, Boussu

IL EST PROPOSE A L'ASSEMBLEE GENERALE :

- de désigner les 16 administrateurs communaux « A » de l'intercommunale Hygea selon la répartition reprise dans la présente, tenant compte de la clé d'Hondt établie sur base des résultats des élections de 2024.

Le renouvellement du Conseil d'Administration Hygea (16 Administrateurs communaux « A ») est adopté aux suffrages suivants :

- Oui : 98,90 %
- Abstentions : 1,10 %

3. FIXATION DES REMUNERATIONS ET JETONS DE PRESENCE ATTRIBUES AUX PRESIDENT, VICE-PRESIDENT ET ADMINISTRATEURS ET AUX MEMBRES DU COMITE D'AUDIT DANS LES LIMITES FIXEES PAR L'ARTICLE L5311-1 DU CDLD ET SUR AVIS DU COMITE DE REMUNERATION DU 20 MAI 2025

Les communes ont eu connaissance de ce point via la convocation (et ses annexes) à l'Assemblée Générale leur adressée en date du 20 mai 2025.

L'article 1523-17 §2 du Code prévoit : « *Le comité de rémunération émet, après en avoir informé le conseil d'administration, des recommandations à l'assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit.*

Il établit annuellement et approuve un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, accordés aux membres des organes de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de la rémunération. Il émet des



4

recommandations au conseil d'administration. Il propose au conseil d'administration une justification circonstanciée des rémunérations autres que les simples jetons de présence.

Ce rapport est transmis au conseil d'administration et annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4. »

Conformément à l'article L5311-1, un administrateur ne peut pas percevoir de rémunération autre qu'un jeton de présence ni d'avantage en nature. Sans préjudice de l'alinéa 3, l'administrateur perçoit un seul jeton de présence pour chaque séance de l'organe de gestion à laquelle il assiste.

Le montant du jeton de présence ne peut pas être supérieur à 125 €. A l'index actuel, cela représente 265,29 €.

Les jetons de présence étant actuellement fixés à 150 € (montant indexé), ils peuvent donc être maintenus.

Il est accordé au même administrateur un seul jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein de la même personne morale.

La participation à des réunions d'organes qui ne sont pas des organes restreints de gestion, à l'exception des comités d'audit, ne donne lieu à aucun jeton de présence, rémunération ou avantage en nature, pas plus que le mandat d'observateur.

Le montant maximal annuel brut des jetons de présence perçus par un administrateur ne peut dépasser 4.999,28 €.

Le président et le vice-président d'une personne morale bénéficient, pour leur participation à l'entièreté d'une réunion du conseil d'administration ou pour leur participation aux organes restreints de gestion (dans ce dernier cas, s'ils ne bénéficient pas déjà d'une rémunération au sens de l'article L5311-1 §3), d'un jeton de présence de respectivement 180 et 150 € à l'indice pivot.

Ils peuvent toutefois, en lieu et place d'un jeton de présence, percevoir une rémunération et des avantages en nature. Si tel est le cas, cela ne peut s'additionner avec un quelconque jeton de présence ou une quelconque autre rémunération dans l'exercice de leurs fonctions au sein de la personne morale.

Le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération et des avantages en nature du vice-président ne peut être supérieur à septante-cinq pourcents du montant maximal de la rémunération et des avantages en nature que peut percevoir le président de la même personne morale.

Le montant maximal annuel brut de la rémunération et des avantages en nature du président, est fixé dans l'annexe 1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

La rémunération du président et du vice-président telle que prévue au paragraphe 3 est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquelles sont tenus de participer les fonctions précitées. Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération est réduit à due concurrence.

Le président et le vice-président qui n'ont pas participé à l'entièreté de la réunion sont considérés en défaut de participation. Une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité ou d'un cas de force majeure n'est pas considérée comme un défaut de participation, pour autant que cet état de fait puisse être dûment justifié.



5

La rémunération est versée mensuellement, à terme échu.

Le principal organe de gestion de l'institution qui rémunère le président et le vice-président annexe au rapport de rémunération tel que prévu à l'article L6421-1, une fiche récapitulative annuelle, reprenant les montants versés et leur justification pour chaque mois.

Le nombre de réunions donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser :

- pour un conseil d'administration : douze par an;
- pour un organe restreint de gestion qui gère un secteur d'activité : douze par an;
- pour un bureau exécutif : dix-huit par an.

Le nombre de réunions du comité d'audit donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut dépasser trois par an.

Si des frais de déplacement pour les trajets « domicile-réunion » sont accordés, leur remboursement doit correspondre à des frais réels et l'être sur une base préalablement définie dans une décision prise par l'organe compétent (décision de l'Assemblée Générale prise sur recommandation du Comité de Rémunération). Ils sont versés semestriellement et valorisés selon l'indemnité kilométrique des 2ème et 4ème trimestre.

Le Comité de Rémunération informe sur le fait que la rémunération brute annuelle attachée à un mandat dérivé est déterminée à partir de trois critères : la population, le chiffre d'affaires et le personnel occupé. La distribution statistique de ces trois critères est la clé qui permet de classer les institutions et de les rattacher à un plafond spécifique.

L'application des 3 critères à Hygea pour déterminer le plafond de la rémunération du Président donne un score de 2,75 pour cette mandature.

Hygea applique donc le plafond 5, à savoir 17.140,41 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (soit 36.377,09 € à l'index actuel).

Le plafond de la rémunération du Vice-Président (maximum 75% de la rémunération du Président) est donc de 12.855,31 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (soit 27.282,82 € à l'index actuel).

Suite à la reprise du secteur Propreté Publique par Hygea en 2024, le 2ème critère a évolué à la hausse, portant le score total, de 2,75 jusqu'à présent, au maximum, à savoir 3.

L'évolution de ce score aura une incidence sur le plafond de rémunération du futur président, duquel découle la rémunération du futur vice-président. Les nouvelles rémunérations seront perçues à compter du 1er janvier de l'année qui suit le renouvellement des instances, c'est-à-dire le 1er janvier 2026.

Elles devront dès lors être calculées et proposées par un nouveau Comité de rémunération qui se tiendra avant l'Assemblée Générale du 18 décembre 2025.

IL EST PROPOSE A L'ASSEMBLEE GENERALE :

Sur base des recommandations du Comité de rémunération du 20 mai 2025 :

- de fixer le jeton de présence à 150 € (montant non indexable) ;
- de fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :



6

- Président : 17.140,41 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (soit 36.377,09 € à l'index actuel) ;
- Vice-Président : de maintenir la rémunération actuelle, c'est-à-dire 10.712,52 € à l'indice pivot 138.01 au 1er janvier 1990 (22.735,18 € à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le CDLD ;
- d'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.
- d'acter le fait que suite à l'augmentation du score d'Hygea, passant de 2,75 à 3, les nouvelles rémunérations du président et du vice-président devront être à l'ordre du jour d'un prochain Comité de rémunération, préalable à l'Assemblée Générale du 18 décembre prochain.

Les rémunérations et jetons de présence attribués aux Président, Vice-Président et administrateurs et aux membres du Comité d'audit Hygea sont adoptés aux suffrages suivants :

- Oui : 98,90 %
- Abstentions : 1,10 %

4 APPROBATION DU CONTENU MINIMUM DU ROI

Les communes ont eu connaissance de ce point via la convocation (et ses annexes) à l'Assemblée Générale leur adressée en date du 20 mai 2025.

L'article L1523-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après CDLD) stipule des exclusivités de compétence au profit de l'Assemblée Générale, les 8°, 9° et 10° prévoient l'adoption d'un règlement d'ordre intérieur (ci-après R.O.I.) par les différents organes de l'intercommunale. Le principe est repris à l'article L1523-10, par. 1er:

"Chaque organe de gestion adopte un règlement d'ordre intérieur qui reprend le contenu minimal fixé par l'assemblée générale conformément à l'article L1523-14. Il est soumis à la signature des membres de chaque organe dès leur entrée en fonction et reprend les modalités de consultation et les droits de visite des conseillers communaux (et, le cas échéant, provinciaux et de CPAS).

Ce règlement comprend le mode d'information préalable des projets de délibération qui concerne particulièrement un associé communal non représenté dans l'organe. (...)

La fixation du contenu minimum des règlements d'ordre intérieur des organes de gestion relève de la compétence de l'assemblée générale.

A cet égard, il convient de préciser que le R.O.I. vient compléter et préciser les statuts et doit rester conforme à la loi.

Conformément à l'article L1523-14 8°, le règlement comprendra au minimum:

- l'attribution de la compétence de décider de la fréquence des réunions du ou des organes restreints de gestion;
- l'attribution de la compétence de décider l'ordre du jour du conseil d'administration et du ou des organes de gestion;
- le principe de la mise en débat de la communication des décisions;



- la procédure selon laquelle des points non-inscrits à l'ordre du jour de la réunion des organes de l'intercommunale peuvent être mis en discussion;
- les modalités de rédaction des discussions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour dans le procès-verbal des réunions des organes de l'intercommunale;
- le droit, pour les membres de l'assemblée générale, de poser des questions écrites et orales au conseil d'administration;
- le droit, pour les membres de l'assemblée générale, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de l'intercommunale;
- les modalités de fonctionnement de la réunion des organes de l'intercommunale;

L'adoption des règles de déontologie et d'éthique à annexer au règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Elles comprendront au minimum:

- l'engagement d'exercer son mandat pleinement;
- la participation régulière aux séances des instances;
- les règles organisant les relations entre les administrateurs et l'administration de l'intercommunale";

Ces règlements d'ordre intérieur doivent également reprendre:

- la définition des modalités de consultation et de visite visées à l'article L1523-13, §2, qui seront applicables à l'ensemble des organes de l'intercommunale et communiquées aux conseillers communaux et provinciaux des communes associées;
- le mode d'information préalable des projets de délibérations qui concernent particulièrement un associé communal non représenté dans l'organe.

Il est proposé d'approuver et de soumettre à l'Assemblée Générale le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif qui reprend le contenu minimum fixé conformément aux dispositions ci-dessus et qui sera applicable aux organes de gestion une fois celui-ci approuvé par chacun d'eux.

Le ROI du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif d'Hygea est repris en annexe.

IL EST PROPOSE A L'ASSEMBLEE GENERALE :

- d'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif, ci-joint, qui reprend le contenu minimum fixé conformément aux dispositions ci-dessus et qui serait applicable aux organes de gestion une fois celui-ci approuvé par chacun d'eux.

Le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif, ci-joint, qui reprend le contenu minimum fixé conformément aux dispositions ci-dessus et qui sera applicable aux organes de gestion une fois celui-ci approuvé par chacun d'eux est adopté aux suffrages suivants :

- Oui : 98,90 %
- Abstentions : 1,10 %




L'ASSEMBLEE GENERALE APPROUVE - à l'unanimité

LE PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE CE 26 JUIN 2025.


L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président de séance lève la séance à 16h15.




M. Jacques DE MOORTE,
Directeur Général et Secrétaire de séance.



M. Jean-Marc DUPONT,
Président de séance.



Madame Dominique Janssens,
Scrutateur.



Monsieur Jean-Pierre Landrain
Scrutateur.

RECAPITULATIF

Parts sociales "A"

a) Borinage	7.344	6.658	90,66%
b) Centre	6.665	4.104	61,58%
Total PARTS A	14.009	10.762	76,82%

Parts Sociales "B"

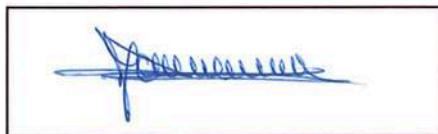
IDEA	69.406	69.406	100,00%
IPALLE	40	-	0,00%
Total PARTS B	69.446	69.406	99,94%

Parts Sociales "C"

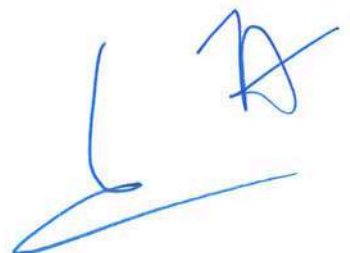
CPAS	96	96	100,00%
Total PARTS C	96	96	100,00%
Total B + C	69.542	69.502	99,94%
Total A + B + C	83.551	80.264	96,07%

Pour vérification,
Les Scrutateurs

Mme Dominique JANSSENS



Mr Jean-Pierre LANDRAIN



Communes du Borinage

Communes		Boussu	
Parts		546	
1 CHOUKRANE Noura	M	1	CHOUKRANE Noura
2 COQUELET Serge	M	2	COQUELET Serge
3 MASCOLO Cyril	M	3	MASCOLO Cyril
4 MINNI Stefano	M	4	MINNI Stefano
5 NITA Guy	M	5	NITA Guy

Communes		Colfontaine	Boussu
Parts		553	
1 COCU Maxime	M	1	COCU Maxime
2 HERMAND Olivier	M	2	HERMAND Olivier
3 MARIAGE Karim	M	3	MARIAGE Karim
4 NINFA Giuseppina	M	4	NINFA Giuseppina
5 ZOLA LUYINDULA Elisée	M	5	ZOLA LUYINDULA Elisée

Communes		Dour	Colfontaine
Parts		548	
1 CANNIZZARO-CANION Concetta	M	1	CANNIZZARO-CANION Concetta
2 DE RAIJMAEKER Marcel	M	2	DE RAIJMAEKER Marcel
3 DELHAYE Isabelle	M	3	DELHAYE Isabelle
4 DI ANTONIO Carlo	M	4	DI ANTONIO Carlo
5 MOREAUX Jonathan	M	5	MOREAUX Jonathan

Communes		Erquelinnes	
Parts			262
1	DELATTRE Jessica	M	1
2	DELSAUX Mélanie	M	2
3	DENAMUR Florence	M	3
4	MICHEL Patricia	M	4
5	WARZEE Christian	M	5

Communes		Frameries	Erquelinnes
Parts			565
1	CAUDRON Jérôme	M	1
2	COUPE Geoffrey	M	2
3	PISTONE Gaëlle	M	3
4	RIFAUT Louis	M	4
5	ROUSSEAU Jean-Jacques	M	5

Communes		Hensies	Frameries
Parts			307
1	BERIOT Cindy	M	1
2	FORIEZ Geoffrey	M	2
3	HORGNIES Caroline	M	3
4	QUEVY Dominique	M	4
5	THOMAS Eric	M	5

Communes		Honnelles			
Parts				138	
1	DAME Barthelemy	M	1		DAME Barthelemy
2	HOMERIN Pascale	M	2		HOMERIN Pascale
3	LIEVENS Ingrid	M	3		LIEVENS Ingrid
4	MOTTE Stephan	M	4		MOTTE Stephan
5	SIMON-PETILLON Carine	M	5		SIMON-PETILLON Carine
Communes		Jurbise		Honnelles	
Parts				259	
1	CARION Mélanie	M	1		CARION Mélanie
2	DESSILLY Vincent	M	2		DESSILLY Vincent
3	D'HAESE-LEURIDANT Mireille	M	3		D'HAESE-LEURIDANT Mireille
4	JACOBS Fabien	M	4		JACOBS Fabien
5	TRANCHANT Clément	M	5		TRANCHANT Clément
Communes		Lens		Jurbise	
Parts				23	
1	DOEM Léon-Henri	M	1		DOEM Léon-Henri
2	GALANT Isabelle	M	2		GALANT Isabelle
3	LEKIME Barbara	M	3		LEKIME Barbara
4	PAILOT Noémie	M	4		PAILOT Noémie
5	VIART Isabelle	M	5		VIART Isabelle

Communes		Mons			
Parts				2.501	
1	JACQUEMIN Hervé	M	1		JACQUEMIN Hervé
2	JOB Sandrine	M	2		JOB Sandrine
3	KAYEMBE Samy	M	3		KAYEMBE Samy
4	TODISCO Alexandre	M	4		TODISCO Alexandre
5	VELTRI Mathieu	M	5		VELTRI Mathieu
Communes		Quaregnon		Mons	
Parts				515	
1	CATONIO Enzo	M	1		CATONIO Enzo
2	CETIN Taner	M	2		CETIN Taner
3	HARMEGNIES Olivier	M	3		HARMEGNIES Olivier
4	LIENARD Martine	M	4		LIENARD Martine
5	ZEDAZI Chakib	M	5		ZEDAZI Chakib
Communes		Quevy		Quaregnon	
Parts				212	
1	BAILLY Lisa	M	1		BAILLY Lisa
2	RUY Paulette	M	2		RUY Paulette
3	VANHEESBEKE Julien	M	3		VANHEESBEKE Julien
4	VERBIST Aline	M	4		VERBIST Aline
5	VOLANT David	M	5		VOLANT David

Communes		Quiévrain		
Parts			304	
1	DELATTRE Yves	M 1		DELATTRE Yves
2	DI GIOSIA Ophélie	M 2		DI GIOSIA Ophélie
3	HECQUET Elisabeth	M 3		HECQUET Elisabeth
4	LANDRAIN Jean-Pierre	M 4		LANDRAIN Jean-Pierre
5	THIBEAU Justine	M 5		THIBEAU Justine
Communes		Saint-Ghislain	Quiévrain	
Parts				611
1	BRICQ Jérémy	M 1		BRICQ Jérémy
2	DUVEILLER François	M 2		DUVEILLER François
3	GRANDJEAN Benoît	M 3		GRANDJEAN Benoît
4	MARACHE Julien	M 4		MARACHE Julien
5	PALERMO Gianni	M 5		PALERMO Gianni
		Saint-Ghislain		
Total parts Mons-Borinage :				7.344

Communes du Centre

Communes		Binche	
Parts		974	
1 DAVOINE Larissa	M	1	DAVOINE Larissa
2 GIGOUNON Jean	M	2	GIGOUNON Jean
3 LABAR Philippe	M	3	VAN HOUTER Kevin
4 NOTEBOOM Vincent	M	4	NOTEBOOM Vincent
5 VAN HOUTER Kevin	M	5	VAN HOUTER Kevin

Binche

Communes

Communes		Ecaussinnes	
Parts		300	
1 CASTERMANT Eléna	M	1	CASTERMANT Eléna
2 SGALLARI Véronique	M	2	SGALLARI Véronique
3 SPILTOIR Julie	M	3	SPILTOIR Julie
4 VALENTIN Marine	M	4	VALENTIN Marine
5 VANLIEFFERINGE Stéphane	M	5	VANLIEFFERINGE Stéphane

Ecaussinnes


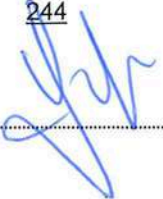
Communes


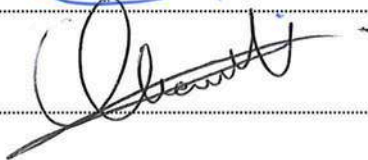

Communes		Estinnes	
Parts		225	
1 BAYEUL Olivier	M	1	BAYEUL Olivier
2 FOSSELARD Hélène	M	2	FOSSELARD Hélène
3 JAUPART Alexandra	M	3	JAUPART Alexandra
4 MINON Catherine	M	4	MINON Catherine
5 SCHOLLAERT Michel	M	5	SCHOLLAERT Michel

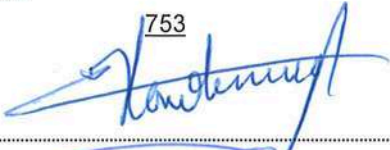


Communes		La Louvière		Estimées	Q4
Parts				2.317	
1	CLEMENT Alain	M	1		CLEMENT Alain
2	DELHAYE Lucie	M	2		DELHAYE Lucie
3	DI MATTIA Michel	M	3		DI MATTIA Michel
4	GODIN Nicolas	M	4		GODIN Nicolas
5	ITOUA Emma	M	5		ITOUA Emma
La Louvière					

Communes		Manage			
Parts				667	
1	COTTON Annie	M	1		COTTON Annie
2	LEHEUT Émérance	M	2		LEHEUT Émérance
3	LELEUX Romain	M	3		LELEUX Romain
4	LENAIN Camille	M	4		LENAIN Camille
5	POZZONI Bruno	M	5		POZZONI Bruno
Manage					

Communes		Morlanwelz			
Parts				555	
1	CANTIGNEAUX Géraldine	M	1		CANTIGNEAUX Géraldine
2	CHIAVETTA Salvatore	M	2		CHIAVETTA Salvatore
3	DENEUFBOURG Jean-Charles	M	3		DENEUFBOURG Jean-Charles
4	FONTIGNIE Charlotte	M	4		FONTIGNIE Charlotte
5	LEBRUN Nicolas	M	5		LEBRUN Nicolas
Morlanwelz					

<u>Communes</u>		 Le Roeulx		<div>244</div> 		
<u>Parts</u>						
1	GRACEFFA Patricia	M	1			GRACEFFA Patricia
2	KULAWIK Virginie	M	2			KULAWIK Virginie
3	MAES José	M	3			MAES José
4	RAVALDI Bruno	M	4			RAVALDI Bruno
5	SAUVAGE Damien	M	5			SAUVAGE Damien
					Le Roeulx	

Communes		Seneffe		506	
Parts					
1	CHAPELAIN Hubert	M	1		CHAPELAIN Hubert
2	CHARLIER Michel	M	2		CHARLIER Michel
3	CLERINCX Pascal	M	3		CLERINCX Pascal
4	DUJARDIN Nicolas	M	4		DUJARDIN Nicolas
5	JANSSENS Dominique	M	5		JANSSENS Dominique
Seneffe					

Communes		Soignies		753	
Parts					
1	HONDERMARCQ Laurent	M	1		HONDERMARCQ Laurent
2	HOST Vincent	M	2		HOST Vincent
3	LAMDOUAR Ilias	M	3		LAMDOUAR Ilias
4	RIBEIRO Domingos	M	4		RIBEIRO Domingos
5	ROISIN Julie	M	5		ROISIN Julie
Soignies					

Communes		Merbes	
Parts		124	
1	GOFFIN Philippe	M	1
2	PREAUX Véronique	M	2
3	VAINQUEUR Yannis	M	3
4	VANDER JEUGT Joachim	M	4
5	WIARD Emmanuel	M	5
Total parts Centre :		6.665	

Merbes

CPAS

Cpas Mons

Parts C

96

DELABIE Marie-Claude

M



DELABIE Marie-Claude

DUFOUR Aurélie

M

DUFOUR Aurélie

MUSIN Hugues

M

MUSIN Hugues

TATON Julie

M

TATON Julie

VANDENBERGHE Natacha

M

VANDENBERGHE
Natacha

Cpas Mons

Parts B

69.406

IDEA

1 — Caroline DECAMPS

Caroline DECAMPS

2 M

0

3 M

0

4 M

0

Parts B

40

1 M

0

0

IPALLE

2 M

0

3 M

0

4 M

0

83.551